



Débat d'Orientation Budgétaire

Année 2019

Rapport d'Orientation Budgétaire exercice 2019

(syndicat mixte fermé)

CADRE JURIDIQUE

Depuis la loi n° 92-125 « Administration Territoriale de la République » du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) s'impose aux collectivités dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget primitif.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », a voulu renforcer la transparence des collectivités territoriales en modifiant les règles relatives au DOB. Le DOB doit faire l'objet d'un rapport comportant des informations listées par la loi (les orientations budgétaires, la structure et la gestion de la dette...).

Ce rapport étant le document sur lequel s'appuie le DOB, ces nouvelles dispositions imposent au Président de l'exécutif de la collectivité de le présenter à son organe délibérant.

En raison de la strate du SMBMA, syndicat mixte fermé, ce rapport comporte également une présentation de la structure des effectifs et des dépenses de personnel.

Le rapport est transmis au Préfet et doit être publié.

Ce rapport donne lieu à un débat qui est acté par une délibération spécifique.

ELEMENTS DE CONTEXTE

1. La législation dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques

La compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » a été créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, dite loi « MAPTAM ». Cette compétence obligatoire et exclusive des communes est confiée aux EPCI à fiscalité propre.

La loi NOTRe est venue modifier le calendrier de mise en œuvre de cette compétence, en reportant le transfert obligatoire de la GEMAPi aux EPCI FP au 1^{er} janvier 2018, avec une période transitoire jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Les EPCI-FP ont la capacité de transférer tout ou partie la compétence GEMAPI à des syndicats mixtes pour exercer cette compétence à une échelle hydrographique cohérente, les limites territoriales des EPCI n'étant pas ou peu adaptées à cette compétence.

La loi NOTRe a aussi bouleversé les dispositifs d'aides financières en faveur des milieux aquatiques et de la prévention des inondations mis en œuvre depuis des décennies, par les Départements et les Régions.

Le projet de Loi de Finances 2018 a aussi contribué à dégrader les capacités financières des 6 Agences de l'Eau françaises, en ponctionnant une partie des recettes des redevances. Cet impact budgétaire conduit actuellement l'AESN Agence de l'Eau Seine Normandie, qui est dans la construction de son XI^e programme à revoir ses priorités de financement. L'évolution est à la baisse des aides de l'Agence.

2. Le contexte local du SMBMA

Au 1er Janvier 2019, le territoire du SMBMA regroupe 10 EPCI à fiscalité propre :

- *Communauté de Communes du Grand Langres*
- *Communauté d'Agglomération de Chaumont, du Bassin Nogentais et du Bassin de Bologne Froncles et Vignory*
- *Communauté de Communes du Bassin de Joinville en Champagne*
- *Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise*
- *Communauté de Communes Perthois, Bocage et Der*
- *Communauté de Communes Meuse Rognon*
- *Communauté de Communes des Trois Forêts*
- *Communauté de Communes des Portes de Meuse*
- *Communauté de Communes des Savoirs-Faire*
- *Communauté de Communes Auberive Vingeanne Montsaugonnais*

Et 13 communes pour la carte 3 :

Arnancourt, Chatonrupt-Sommermont, Humes-Jorquenay, Langres, Noncourt sur le Rongeant, Perrancey les Vieux Moulins, Poissons, Rolampont, Saint Martin les Langres, Soncourt sur Marne, Viéville, Villiers sur Suize et Wassy.

Les communes de Noncourt sur le Rongeant, Rolampont et Soncourt sur Marne ont sollicité le retrait de leur adhésion à cette carte.

Le territoire présente donc les caractéristiques suivantes :

- Couverture d'intervention sur 246 communes et 10 EPCI-FP
- 129.000 habitants concernés
- Bassin versant géré de 2623 km²
- 1850 km de cours d'eau gérés.

Le SMBMA intervient sur 2 Unités Hydrographiques

- UH Marne amont
- UH Marne Blaise

L'extension du périmètre syndical par adhésion du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise

Le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Marnais de la Blaise, lors de son conseil syndical du 19 septembre 2018 a sollicité son adhésion/dissolution auprès du SMBMA. En effet, ce syndicat s'étendait sur la Blaise marnaise en aval d'Eclaron-Braucourt-Ste-Livière jusqu'à la confluence avec la rivière Marne (restitution du Lac du Der). Par cohérence hydrographique, les élus du SMABMB, après un travail préalable avec le SMBMA, a décidé de rejoindre le SMBMA. Il est à noter que ce syndicat n'a pas de personnel titulaire.

Le SMBMA sera donc compétent sur l'ensemble de la Blaise sauf la partie amont qui reste à la CA de Chaumont soit 22 km sur les 86 Km de rivière totale.

3. La contractualisation du PAPI d'intention

Le PAPI est une procédure mise en œuvre sur les Territoires à Risque Inondation comme Saint-Dizier. Par cohérence hydrographique le SMBMA a sollicité l'extension du périmètre du PAPI jusqu'à la confluence avec le Rognon : 3 EPCI-FP concernés (L'Agglomération de Saint-Dizier, La Communauté de Communes du Bassin de Joinville en Champagne et la Communauté de Communes des Portes de Meuse)

Dans ce cadre d'étude, le PAPI doit déterminer les actions à mettre en œuvre pour protéger les biens et les personnes mais également pour avoir une bonne connaissance du fonctionnement hydrologique du bassin versant complet. Le SMBMA a été sollicité pour porter les études de connaissance sur le territoire du PAPI. Les inondations de janvier 2018 ont mis en évidence des incohérences importantes dans les débits de crue et les hauteurs d'eau.

Le SMBMA a besoin de ces éléments de connaissance pour définir ces futures actions sur l'ensemble de son bassin versant dans le cadre de ces compétences GEMA et notamment la préservation des zones humides et la restauration des zones d'expansion de crues.

Pour mémoire, le Conseil Syndical, au cours de sa séance du 23/10/2018 a décidé :

- *D'approuver le dossier de candidature à la labellisation du PAPI d'intention de la Marne Vallage et Perthois devant le comité technique du Plan Seine en vue de sa labellisation ;*
- *D'approuver le portage de ce PAPI par l'EPTB Seine Grands Lacs, syndicat mixte ;*
- *D'autoriser le Président à engager, sous réserve de la labellisation du projet de PAPI d'intention de la Marne Vallage et Perthois, et sous réserve d'un financement public à hauteur de 80% du montant estimé des dépenses, la maîtrise d'ouvrage des actions suivantes :*
 - *Action 1.1 : Synthèse des études hydrologiques et hydrauliques, amélioration des connaissances (140.000 €).*
 - *Action 1.2 : Etude des phénomènes de remontées de nappes en préfiguration d'un programme de reconnaissances hydrogéologiques (80.000 €).*
 - *Action 6.1 : Définition d'une stratégie de préservation et de restauration des zones d'expansion de crue (20.000 €).*
- *D'autoriser le Président à solliciter les soutiens financiers auprès de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, des fonds européens FEDER Champagne-Ardenne et de la région Grand-est dans le cadre du PAPI d'intention.*

4. Le label EPAGE

Lors du dernier COMITER l'Agence de l'Eau Seine-Normandie a vivement conseillé au SMBMA de solliciter la labellisation EPAGE : Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

La reconnaissance au titre d'EPAGE ou d'EPTB nécessite de répondre aux attentes du Code Général des Collectivités Territoriales et du Code de l'Environnement. La demande de délimitation du périmètre d'intervention d'un EPAGE ou d'un EPTB doit être adressée au Préfet coordonnateur de bassin (PCB) accompagnée d'un projet de statuts du syndicat et de tout justificatif permettant au préfet coordonnateur de bassin de s'assurer du respect des critères définis au L.213-12 et R243-19 du code de l'environnement.

La labellisation permet une reconnaissance à l'échelon national de la structure EPAGE et de ses compétences.

Pour mémoire, le Conseil Syndical, au cours de sa séance du 23/10/2018 a décidé d'approuver le dépôt du dossier pour la demande du Label EPAGE.

Les services de la DRIEE ont informé qu'au stade du regroupement actuel des collectivités adhérentes, il s'avèrerait prématuré de déposer la demande de reconnaissance du SMBMA comme EPAGE. En effet, l'article 1^{er} de l'article R.213-49-I du Code de l'Environnement stipule une cohérence hydrographique du périmètre d'intervention, d'un seul tenant et sans enclave. Cette exigence vise à montrer que le principe de solidarité territoriale est bien pris en compte comme le stipule l'article L.213-12 du Code de l'Environnement.

Les efforts en vue de l'intégration de l'ensemble des collectivités sur le périmètre d'action du bassin versant doivent donc être poursuivis.

ELEMENTS D'ANALYSES

1. Les réalisations 2018

La plupart des travaux et études inscrits au BP 2018 ont été engagés

L'écart prévisionnel/réalisé est dû à des crédits budgétaires peu consommés en raison de retard dans les projets pour des raisons techniques ou réglementaires ou simplement parce que les travaux ont débuté en fin d'année 2018 avec un report des dépenses sur 2019 avec, par voie de conséquence, un report des recettes attendues (subventions).

2. Programmes non soldés au 31/12/2018

En section de fonctionnement, les travaux restant à réaliser à fin 2018 sont les suivants :

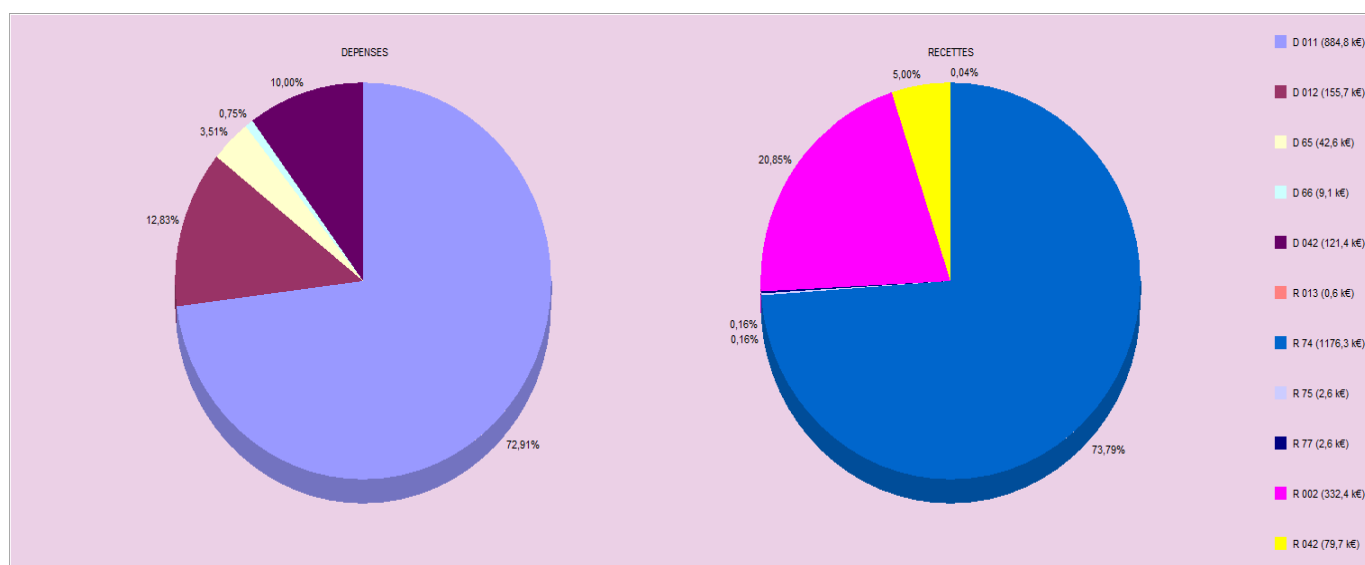
| | dépenses | recettes |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| SOMBREUIL FRONVILLE | 172 268,70 | 194 912,00 |
| DIG 2018/2022 | - | 91 352,00 |
| ENTRETIEN 2018 | - | 18 277,00 |
| MARNE à CHAUMONT | 25 410,00 | 10 164,00 |
| VARENNES DOMMARTIN | - | 3 701,20 |
| ETUDE RONGEANT | 65 898,00 | 52 800,00 |
| ETUDE BLAISE | 137 371,50 | 139 600,00 |
| total | 400 948,20 | 510 806,20 |

Pas de RAR en section d'investissement.

Vue d'ensemble du réalisé par chapitre de fonctionnement en dépense et recette - S.M.B.M.A - 2018

| Dépenses de fonctionnement | | |
|-----------------------------------|--|---------------------|
| Chapitre | Désignation | Montant |
| 011 | Charges à caractère général | 884 828,21 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 155 735,96 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 42 618,95 |
| 66 | Charges financières | 9 083,63 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 121 382,00 |
| | TOTAL DEPENSES | 1 213 648,75 |

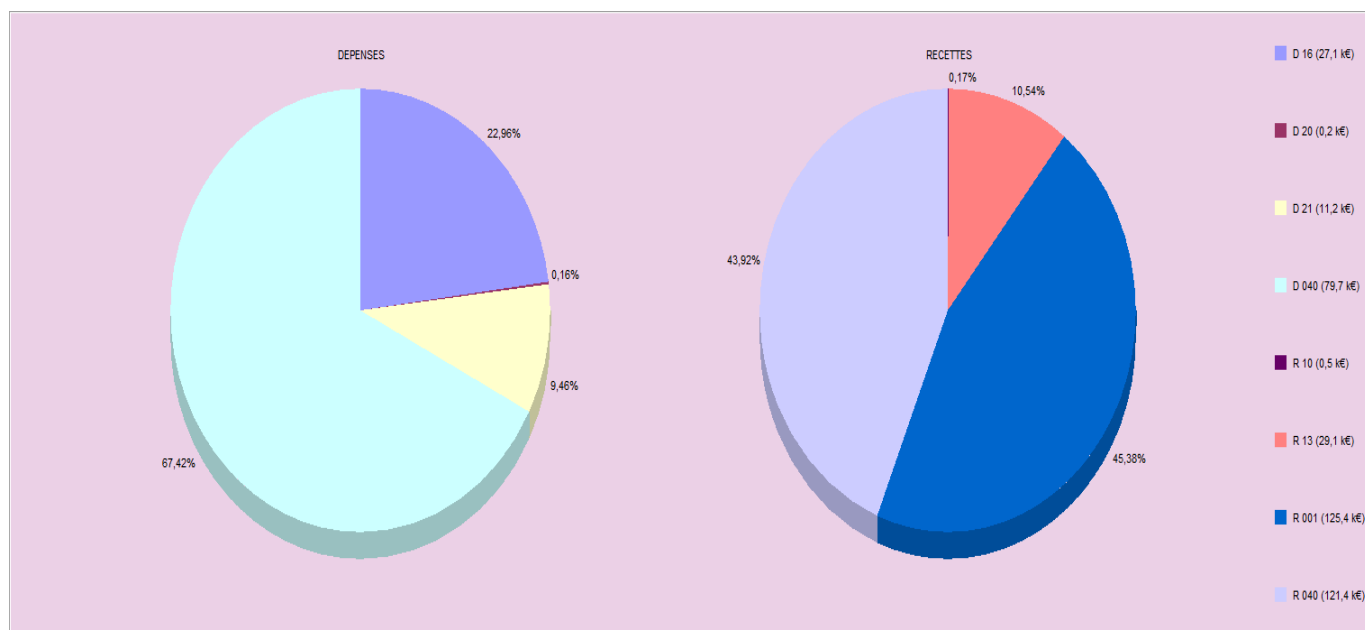
| Recettes de fonctionnement | | |
|-----------------------------------|--|---------------------|
| Chapitre | Désignation | Montant |
| 013 | Atténuations de charges | 566,00 |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 1 176 329,20 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 2 618,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 2 559,86 |
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | 332 368,49 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 79 661,00 |
| | TOTAL RECETTES | 1 594 102,55 |



Vue d'ensemble du réalisé par chapitre d'investissement en dépense et recette - S.M.B.M.A – 2018

| Dépenses d'investissement | | |
|----------------------------------|--|-------------------|
| Chapitre | Désignation | Montant |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 27 121,91 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 190,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 11 176,17 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 79 661,00 |
| | TOTAL DEPENSES | 118 149,08 |

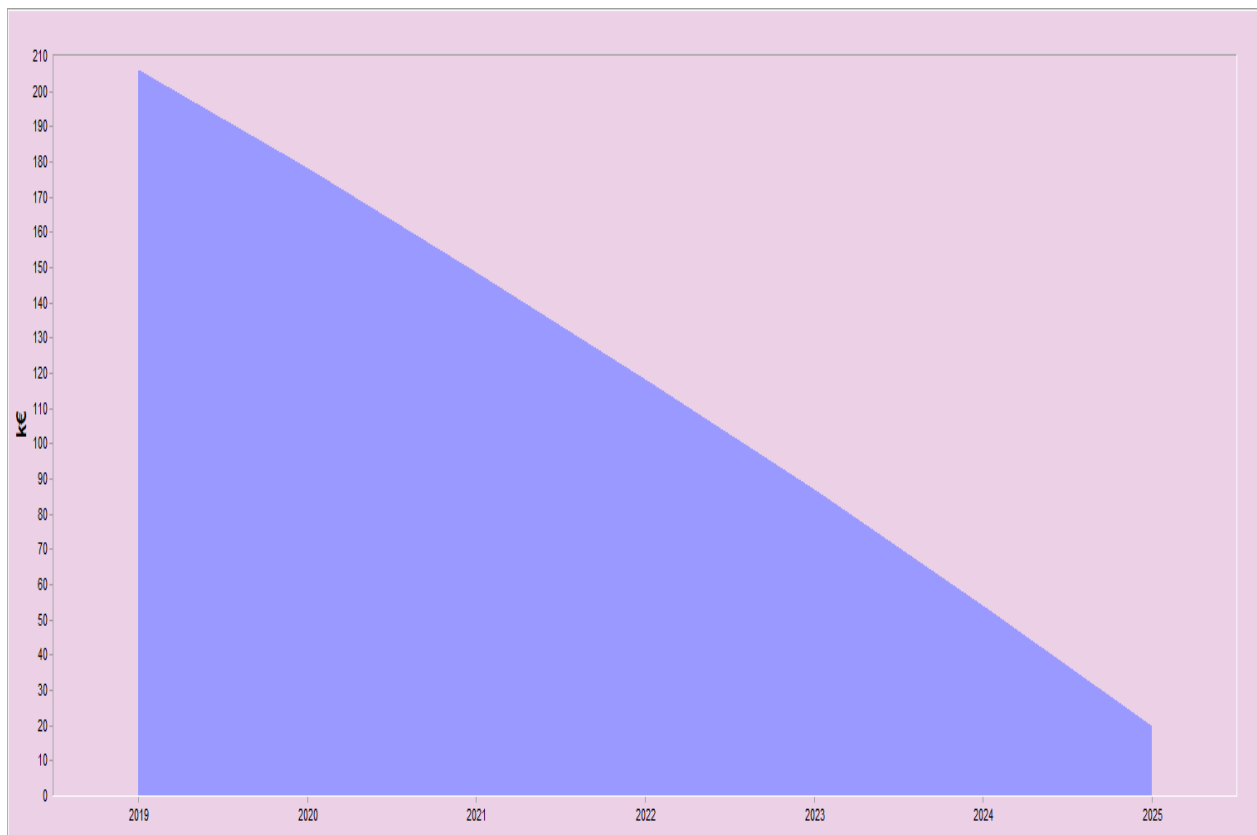
| Recettes d'investissement | | |
|----------------------------------|--|-------------------|
| Chapitre | Désignation | Montant |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 464,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 29 115,00 |
| 001 | Excédent d'investissement reporté | 125 399,79 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 121 382,00 |
| | TOTAL RECETTES | 276 360,79 |



3. ETAT DE LA DETTE

Evolution de l'encours de la dette par année - S.M.B.M.A –

| <i>Evolution de l'encours de la dette</i> | |
|---|---------------------------|
| <i>Année</i> | <i>Capital restant dû</i> |
| 2019 | 206 390,13 |
| 2020 | 178 206,94 |
| 2021 | 148 920,61 |
| 2022 | 118 487,57 |
| 2023 | 86 862,54 |
| 2024 | 53 998,44 |
| 2025 | 19 846,26 |



La dette est due à 2 emprunts qui proviennent des ex-SIAH Marne Barrois Vallée et ex-SIAH Marne Perthois.

Le SMBMA (sous sa forme actuelle) n'a à ce jour jamais contracté d'emprunt pour satisfaire ses objectifs.

TAT DE LA DETTE

Récapitulatif des emprunts en cours

| N° Emprunt | Objet | prêteur | Capital initial | nombre annuités | Périodicité | première échéance | dernière échéance | taux | capital restant dû au 01/01/2019 | ANNUITE 2019 | |
|---------------|--|---------------------|-----------------|--------------------|-------------|----------------------|----------------------|------|-------------------------------------|------------------|-----------------|
| | | | | | | | | | | capital | intérêt |
| 6833078 | TRAVAUX SUR L'ORNEL / SIAH MARNE PERTHOIS | CAISSE D'EPARGNE | 295 000,00 | 20 | Annuelle | 25/05/2006 | 25/05/2025 | fixe | 125 251,22 | 16 051,61 | 4 509,04 |
| 8534786 | VAL DES CHOUX / SIAH MARNE BARROIS VALLEE | CAISSE D'EPARGNE | 170 000,00 | 15 | Annuelle | 01/05/2010 | 01/05/2024 | fixe | 81 138,91 | 12 131,58 | 3 513,31 |
| TOTAL | | | | | | | | | 206 390,13 | 28 183,19 | 8 022,35 |

TABLEAU DES ANNUITES DES EMPRUNTS ENTRE 2019 et 2026

| Emprunts Numéro / Objet | Banque | ANNUITES | | | | | | | |
|--|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| 6833078 Travaux sur l'Ornel SIAH MARNE PERTHOIS | CE | 20 560,65 | 20 560,65 | 20 560,65 | 20 560,65 | 20 560,65 | 20 560,65 | 20 560,65 | 0,00 |
| 8534786 Val des Choux SIAH MARNE BARROIS VALLEE | CE | 15 644,89 | 15 644,89 | 15 644,89 | 15 644,89 | 15 644,89 | 15 644,94 | 0,00 | 0,00 |
| | | 36 205,54 | 36 205,54 | 36 205,54 | 36 205,54 | 36 205,54 | 36 205,59 | 20 560,65 | 0,00 |

4. ETAT DU PERSONNEL

COÛT SALARIAL

| | | |
|--|---|--------------|
| Charges de personnel – exercice 2018 : total | = | 155 735.96 € |
| dont rémunérations du personnel titulaire | | 115 331.57 € |
| dont cotisations (URSSAF, retraite, etc...) | | 40 404.39 € |

Evolution des effectifs au cours de l'année 2018

| | Effectifs rémunérés au 1 ^{er} JANVIER 2018 | | Effectifs rémunérés au 1 ^{er} SEPTEMBRE 2018 | |
|-----------------------|--|------------|--|------------|
| | TC | TNC | TC | TNC |
| Titulaires | | | | |
| - catégorie A | 1 | | 1 | |
| - catégorie B | 2 | | 2 | |
| - catégorie C | | 2 | 1 | 1 |
| Non titulaires | | 1 | | 1 |
| Total | 3 | 3 | 4 | 2 |

Evolution prévisionnelle des effectifs au cours de l'année 2019

| | Effectifs rémunérés au 1 ^{er} JANVIER 2019 | | Effectifs prévisionnels rémunérés au 1 ^{er} DECEMBRE 2018 | |
|-----------------------|--|------------|---|------------|
| | TC | TNC | TC | TNC |
| Titulaires | | | | |
| - catégorie A | 1 | | 1 | |
| - catégorie B | 2 | | 2 | |
| - catégorie C | 1 | 1 | 1 | 0 |
| Non titulaires | | 1 | | 1 |
| Total | 4 | 2 | 4 | 1 |

NB: en 2019, recrutement d'un agent administratif en CDD (3,5 mois) chargé du remplacement pour congé de maternité.

5. PRIORITES DU BUDGET

1) Charges de personnel :

- reclassement des agents selon la réglementation (réforme Parcours Professionnel Carrière et Rémunération) donc prévision des crédits supplémentaires
- adhésion au CNAS pour répondre aux obligations d'action sociale en faveur du personnel syndical

2) Contribution des membres - voir annexe 1

- La contribution 2019 des membres et sa répartition a été simulée pour le DOB 2019 selon les statuts en vigueur en date du 31 décembre 2018. Il n'est pas prévu d'augmentation de cotisation pour la carte 1 GEMA (hormis la prise en compte des nouveaux adhérents). Pour la carte 2, seuls les adhérents ayant une activité dans cette compétence prendront en charge les charges correspondantes à leur territoire.

3) TRAVAUX - voir annexe 2

- Poursuite des opérations non terminées en 2018 et inscription de nouveaux programmes pour un montant total de 1 210 948.20 € en fonctionnement et 18 015.50 € en investissement.



| | | | | | | | |
|---------------|---------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | 80/20 | 70/30 | 60/40 | 50/50 | 90/10 |
| Budget 2019 : | 305 000 | hab : | 244000 | 213500 | 183000 | 152500 | 271500 |
| | | bv | 61000 | 91500 | 132000 | 152500 | 30500 |

| EPCI-EP | Nb d'habitants du BV Marne | Nombre de communes | Surface BV Marne en km ² | Nombre de Voix | Nombre de délégués | Nombre de voix par délégués | Nombre d'habitants réels | Part Habitants | Part BV | Cotisation part habitant : 80% | Cotisation part Bassin versant : 20% | Total 80/20 | total 70/30 | Total 60/40 | Total 50/50 | Total 90/10 | Rappel 2018 | coût/hab 80/20 pour 2018 | coût/hab 80/20 pour 2019 |
|---------------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------------|----------------|--------------------|-----------------------------|--------------------------|----------------|-------------|--------------------------------|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| CC Grand Langres | 17 898 | 45 | 487,85 | 72 | 3 | 24 | 20 410 | 14,25% | 19,02% | 34 760 | 11 605 | 46 364 | 47 822 | 49 279 | 50 737 | 44 907 | 46 436 | 2,59 | 2,59 |
| CA Chaumont | 36 683 | 25 | 423,87 | 53 | 5 | 11 | 45 679 | 29,20% | 16,53% | 71 243 | 10 083 | 81 326 | 77 462 | 73 588 | 69 734 | 85 190 | 81 258 | 2,22 | 2,22 |
| CC Bassin de Joinville | 11 542 | 48 | 460,83 | 75 | 3 | 25 | 12 362 | 9,19% | 17,97% | 22 416 | 10 962 | 33 378 | 36 057 | 38 736 | 41 415 | 30 699 | 33 478 | 2,90 | 2,89 |
| CA Saint-Dizier | 47 977 | 48 | 495,55 | 89 | 5 | 18 | 52 295 | 38,19% | 19,32% | 93 177 | 11 788 | 104 965 | 99 212 | 93 459 | 87 706 | 110 718 | 101 300 | 2,11 | 2,19 |
| CC 3 Forêts | 1 088 | 10 | 98,70 | 15 | 1 | 15 | 4 312 | 0,87% | 3,85% | 2 113 | 2 348 | 4 460 | 5 370 | 6 280 | 7 190 | 3 550 | 4 491 | 4,13 | 4,10 |
| CC Savois-Faire | 267 | 7 | 8,69 | 12 | 1 | 12 | 4 593 | 0,21% | 0,34% | 518 | 207 | 725 | 764 | 802 | 841 | 686 | 727 | 2,72 | 2,72 |
| CC AV Montsaigeonnais | 199 | 9 | 21,96 | 14 | 1 | 14 | 1 211 | 0,16% | 0,88% | 387 | 522 | 909 | 1 122 | 1 335 | 1 548 | 696 | 916 | 4,60 | 4,56 |
| CC Meuse-Rognon | 6 513 | 37 | 501,72 | 54 | 3 | 18 | 7 493 | 5,18% | 19,57% | 12 648 | 11 935 | 24 583 | 28 959 | 33 356 | 37 742 | 20 197 | 24 729 | 3,80 | 3,77 |
| CC Portes de Meuse | 2 752 | 1 | 21,46 | 3 | 1 | 3 | 2 752 | 2,19% | 0,84% | 5 345 | 510 | 5 855 | 5 442 | 5 029 | 4 617 | 6 268 | 5 846 | 2,12 | 2,13 |
| CC Perthois Bocage et Der | 718 | 4 | 43,71 | 6 | 1 | 6 | 874 | 0,57% | 1,70% | 1 394 | 1 040 | 2 434 | 2 780 | 3 125 | 3 471 | 2 088 | | | 3,39 |
| TOTAL | 125 635 | 294 | 2564 | 392 | 24 | | 151 981 | 100% | 100% | 244 000 | 61 000 | 305 000 | 305 000 | 305 000 | 305 000 | 305 000 | 299 181 | 2,38 | 2,43 |

ANNEXE 2

| TRAVAUX ET ETUDES | DEPENSES | | | | | | RECETTES | |
|--|--------------------------------|---------------------|-------------------|----------------|--------------------|-------------------|-----------------------|------------|
| | Fonct | | INV | | | | Fonct | INV |
| | c/617 | c/ 615232 | c/2051 | c/261 | c/2182 | c/2183 | c/7478 | c/1328 |
| OPERATIONS A SOLDER - RAR | | | | | | | | |
| SOMBREUIL - FRONVILLE | 20 011,50 | 152 257,20 | | | | | 194 912,00 | |
| DIG 2018 | - | - | | | | | 91 352,00 | |
| ENTRETIEN 2018 | - | - | | | | | 18 277,00 | |
| MARNE - CHAUMONT | - | 25 410,00 | | | | | 10 164,00 | |
| VARENNES - DOMMARTIN | - | - | | | | | 3 701,20 | |
| ETUDE RONGEANT - POISSONS | 65 898,00 | - | | | | | 52 800,00 | |
| ETUDE BLAISE | 137 371,50 | | | | | | 139 600,00 | |
| Aide animateurs techniciens - solde 2018 | | | | | | | 109 106,00 | |
| SOUS-TOTAL | 223 281,00 | 177 667,20 | - | | | - | 619 912,20 | - |
| NOUVEAUX PROGRAMMES | | | | | | | | |
| Acquisition mobilier de bureau | | | | | | 2 000,00 | | |
| Acquisition logiciel | | | 1 000,00 | | | | | |
| Acquisition action SPL-Xdémat | | | | 15,50 | | | | |
| entretien ponctuel 2019 | | 50 000,00 | | | | | | |
| entretien régulier 2019 | subv 80 % - Agence/ CD52 / GIP | 220 000,00 | | | | | 176 000,00 | |
| Marne Suize Rognon | | | | | | | | |
| Effacement ouvrages - BROUSSEVAL | subvention 80 % | 100 000,00 | | | | | 80 000,00 | |
| Travaux sur l'Ornel - CHANCENAY | subvention 80 % | 100 000,00 | | | | | 80 000,00 | |
| Rongeant Poissons | subvention 80 % | 20 000,00 | | | | | 16 000,00 | |
| Restauration par plantation 2019 | subvention 80 % | 90 000,00 | | | | | 72 000,00 | |
| Etude de faisabilité pour la renaturation de la Bonnelle - Langres | subvention 80 % | 150 000,00 | | | | | 120 000,00 | |
| Etude PAPI | 80000 €/an subvention 80 % | 80 000,00 | | | | | 64 000,00 | |
| Acquisition véhicule | | | | | 15 000,00 | | | |
| Aide animateurs techniciens | | | | | | | 141 837,00 | |
| SOUS-TOTAL | 250 000,00 € | 560 000,00 € | 1 000,00 € | 15,50 € | 15 000,00 € | 2 000,00 € | 749 837,00 € | - € |
| TOTAL | 473 281,00 € | 737 667,20 € | 1 000,00 € | 15,50 € | 15 000,00 € | 2 000,00 € | 1 369 749,20 € | - € |